

Ministère de la Famille,  
des Aînés et de  
la Condition féminine

Québec 

F34A1  
C33  
2005/06  
2,2  
QL  
P. gov.

---

---

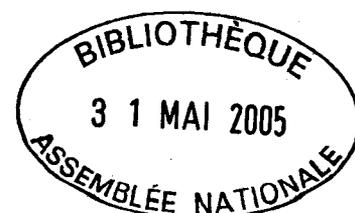
# Étude des crédits 2005 – 2006

---

---

Demandes de renseignements **généraux**  
de l'opposition officielle adressées  
à la Ministre de la Famille,  
des Aînés et de la Condition féminine

(Volet Condition féminine, Secrétariat à la  
condition féminine)



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

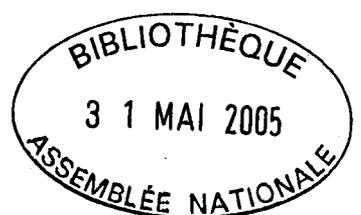
## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP29- CONDITION FÉMININE

Études, avis, analyses, recommandations à l'égard du système de perception des pensions alimentaires.

Un comité interministériel examine le traitement des pensions alimentaires dans les programmes gouvernementaux. Un rapport devrait être déposé en cours d'année par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE  
2005-05-18



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP31- CONDITION FÉMININE

Copie du rapport sur l'expérience de l'application de l'analyse différenciée selon les sexes.

Cette demande n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

## PROGRAMME 04 - CONDITION FÉMININE

### Objectif du programme

Ce programme vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

### Évolution du budget de dépenses et du budget d'investissements par élément

	Budget de dépenses 2005-2006 (K\$)	Budget comparatif 2004-2005 (K\$)	Variation (K\$)
01 Conseil du statut de la femme	4 412,7	4 349,1	63,6
02 Secrétariat à la condition féminine	2 595,6	2 663,7	(68,1)
<b>TOTAL</b>	<b>7 008,3</b>	<b>7 012,8</b>	<b>(4,5)</b>

	Budget d'investissements 2005-2006 (K\$)	Budget comparatif 2004-2005 (K\$)	Variation (K\$)
Immobilisations	25,8	25,0	0,8
<b>Total</b>	<b>25,8</b>	<b>25,0</b>	<b>0,8</b>

### Élément 01- Conseil du statut de la femme

#### Objectif

Cet élément de programme vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect des droits et du statut des femmes.

#### Explication de la variation budgétaire

La variation de 63,6 K\$ entre le budget de dépenses 2005-2006 et le budget comparatif 2004-2005 s'explique par un réaménagement budgétaire entre éléments de ce programme et la variation entre les crédits reports 2004-2005 et 2003-2004.

### Élément 02- Secrétariat à la condition féminine

#### Objectif

Cet élément de programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

#### Explication de la variation budgétaire

La variation de 68,1 K\$ entre le budget de dépenses 2005-2006 et le budget comparatif 2004-2005 s'explique par la variation entre les crédits reports 2004-2005 et 2003-2004 et un réaménagement budgétaire entre éléments de ce programme.

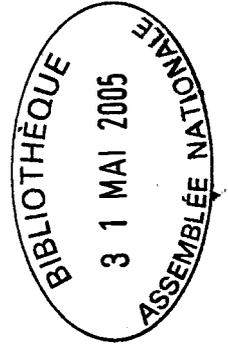
## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#

### Demande de renseignements généraux

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :
  - tirage;
  - coût;
  - agence de conception;
  - graphisme;
  - rédacteur;
  - imprimeur;
  - distribution.
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 :
  - endroits et dates du départ et du retour;
  - but du voyage;
  - personnes rencontrées;
  - coût;
  - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :
  - la liste des ententes signées et/ou annoncées;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
  - les investissements annoncés.
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.
7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :
  - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;
  - firmes de publicité;
  - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - le but visé par chaque dépense.
8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie du questionnaire et du résultat;
  - firme ayant obtenu le contrat.
9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :
  - liste et coût;
  - copie des soumissions;
  - copie des études;
  - firme ou individu ayant obtenu le mandat;
  - copie du contrat.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux
10.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
11.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li><li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût;</li><li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li><li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
12.	Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li><li>- les téléavertisseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ol style="list-style-type: none"><li>au Québec;</li><li>à l'extérieur du Québec.</li></ol></li></ul>
13.	Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li><li>- les téléavertisseurs;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ol style="list-style-type: none"><li>au Québec;</li><li>à l'extérieur du Québec.</li></ol></li></ul>
14.	Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.</li></ul>
15.	À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"><li>- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li><li>- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);</li><li>- nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</li><li>- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</li></ul>
16.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li><li>- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnels en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li><li>- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li><li>- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li><li>- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</li><li>- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.</li></ul>
17.	<p>Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement de la location;</li><li>- la superficie du local loué;</li><li>- la superficie réellement occupée;</li><li>- la superficie inoccupée;</li><li>- le coût de location au mètre carré;</li><li>- le coût total de ladite location;</li><li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li><li>- la durée du bail.</li></ul>
18.	<p>Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.</p>
19.	<p>Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement de la location;</li><li>- la superficie du local loué;</li><li>- la superficie réellement occupée;</li><li>- la superficie inoccupée;</li><li>- le coût de location au mètre carré;</li><li>- le coût total de ladite location;</li><li>- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li><li>- la durée du bail;</li><li>- le propriétaire et/ou le nom de la firme.</li></ul>
20.	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.</p>
21.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'entrée en fonction;</li><li>- le titre de la fonction;</li><li>- l'adresse du port d'attache;</li><li>- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li><li>- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li><li>- la description de tâches;</li></ul>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"><li>- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004;</li><li>- le nombre total d'employés au cabinet;</li><li>- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;</li><li>- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.</li></ul>
22.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>i. ministre;</li><li>ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :<ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;</li><li>- la circonscription électorale;</li><li>- le montant attribué;</li><li>- le projet visé et le résultat.</li></ul></li></ul>
23.	<p>La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.</p>
24.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le poste initial;</li><li>- le salaire;</li><li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li><li>- la date de la mise en disponibilité;</li><li>- la prévision 2005-2006 et 2006-2007.</li></ul>
25.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.</p>
26.	<p>Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.</p>
27.	<p>Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- nom de la personne;</li><li>- poste occupé;</li><li>- salaire;</li><li>- assignation initiale;</li><li>- date de l'assignation hors structure;</li><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
28.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministre et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- assignation initiale;</li><li>- assignation actuelle;</li><li>- salaire;</li><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
29.	<p>Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- assignation initiale;</li><li>- assignation actuelle;</li><li>- salaire;</li></ul>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"><li>- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>
30.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le salaire de la personne;</li><li>- le montant reçu du régime de retraite.</li></ul>
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).
32.	Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none"><li>- services Internet d'information;</li><li>- livres;</li><li>- journaux;</li><li>- magazines;</li><li>- bulletins électroniques et/ou papiers;</li><li>- clubs privés ou autres;</li><li>- billets de saison;</li><li>- etc.</li></ul>
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux ces événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;</li><li>- les coûts de construction du site;</li><li>- le coût de l'entretien et de la mise à jour;</li><li>- qui est responsable du contenu sur le site;</li><li>- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;</li><li>- le nombre de visiteurs (hits) par mois;</li><li>- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?</li></ul>
34.	Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information : <ul style="list-style-type: none"><li>- téléphonie;</li><li>- matériel informatique;</li><li>- logiciels;</li><li>- programmation;</li><li>- formation.</li></ul>
35.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
36.	Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.
37.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.
38.	Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.
39.	Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux
40.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.
41.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.
42.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.
43.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.
44.	Nominations, depuis le 1 <sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- liste;</li><li>- mandats;</li><li>- contrats;</li><li>- résultat du travail effectué;</li><li>- échéances prévues;</li><li>- sommes impliquées.</li></ul>
45.	Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
46.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
47.	La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.
48.	La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.
49.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 : <ul style="list-style-type: none"><li>- nombre de refus;</li><li>- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;</li><li>- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.</li></ul>
50.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"><li>- coûts;</li><li>- nombre de ressources affectées;</li><li>- nombre de rencontres;</li><li>- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.</li></ul>
51.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.
52.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

Demande de renseignements généraux et particuliers de l'Opposition officielle

#	<b>Demande de renseignements généraux</b>
53.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.
54.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.
55.	La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005.
56.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

Ministère de la Famille,  
des Aînés et de  
la Condition féminine

Québec 

## Demandes de renseignements **généraux**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG1 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par postes budgétaires, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006 compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir photocopie en annexe du livre des crédits 2004-2005 et du livre des crédits 2005-2006 du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.



# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 1 Planification, recherche et administration

Élément	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Planification, recherche et administration	22 222,1	1 720,3	6 892,3	27 394,1	20 667,8
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				177,3	-
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				6 690,8	-
<b>Crédit à voter</b>				<b>20 516,4</b>	<b>20 658,2</b>

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles, des enfants, des aînés en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2005-2006	2004-2005
		(000 \$)		
Rémunération	10 871,9		10 871,9	10 892,6
Fonctionnement	8 653,7		8 653,7	6 812,5
Transfert	2 696,5		2 696,5	2 946,5
	22 222,1		22 222,1	20 651,6
<b>Effectif total</b>	<b>144</b>		<b>144</b>	<b>144</b>
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	6 890,3		6 890,3	14,2
Prêts, placements et avances	2,0		2,0	2,0
	6 892,3		6 892,3	16,2

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 2 (suite)

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
7. Conseil de la famille et de l'enfance	1 132,9	-	2,0	1 134,9	1 075,1
	1 568 661,3	-	54,4	1 568 715,7	1 447 363,2
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
Élément 2				100,0	100,0
Élément 5				2 000,0	2 000,0
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				467,4	-
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				470 842,7	-
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				140 000,0	189 900,0
<b>Crédit à voter*</b>				<b>955 305,6</b>	<b>1 255 363,2</b>

\* Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments		
				2005-2006	2004-2005
				(000 \$)	
Rémunération	13 194,7	853,8		14 048,5	13 833,9
Fonctionnement	1 154,3	271,1		1 425,4	1 875,4
Transfert	1 551 079,4	8,0		1 551 087,4	1 429 499,5
Créances douteuses et autres	2 100,0	-		2 100,0	2 100,0
	1 567 528,4	1 132,9		1 568 661,3	1 447 308,8
<b>Effectif total</b>	<b>274</b>	<b>12</b>		<b>286</b>	<b>286</b>
<b>Budget d'investissements</b>					
Immobilisations	52,4	2,0		54,4	54,4
	52,4	2,0		54,4	54,4

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 396,9 M\$ à l'élément 5 du programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

### Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 7 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 3 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3% du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert » de cet élément.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 3 Condition des aînés

Éléments	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Conseil des aînés	727,0	-	-	727,0	668,5
2. Secrétariat aux aînés	2 023,2	-	-	2 023,2	2 006,4
	2 750,2	-	-	2 750,2	2 674,9
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				35,1	-
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				665,3	-
<b>Crédit à voter</b>				<b>2 049,8</b>	<b>2 674,9</b>

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2005-2006	2004-2005
	1	2		
			(000 \$)	
Rémunération	534,8	367,2	902,0	866,9
Fonctionnement	191,2	165,8	357,0	316,8
Transfert	1,0	1 490,2	1 491,2	1 491,2
	727,0	2 023,2	2 750,2	2 674,9
<b>Effectif total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>11</b>

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 5 Curateur public

Élément	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Curateur public*	33 760,3	2 100,0	11 200,0	42 860,3	42 164,1
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				-	1 303,8
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				10 715,1	-
<b>Crédit à voter</b>				<b>32 145,2</b>	<b>40 860,3</b>

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés incapables. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou au gouvernement.

\* La Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par le curateur public en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2005-2006, le crédit prévu constitué en vertu de ces dispositions est de 12 500 000 \$.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2005-2006	2004-2005
		(000 \$)		
Rémunération	25 630,3		25 630,3	25 630,3
Fonctionnement	8 030,0		8 030,0	8 236,5
Créances douteuses et autres	100,0		100,0	100,0
	33 760,3		33 760,3	33 966,8
<b>Effectif total</b>	<b>578</b>		<b>578</b>	<b>582</b>
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	11 200,0		11 200,0	10 297,3
	11 200,0		11 200,0	10 297,3

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Famille, Aînés et Condition féminine

---

## Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

---

2006-2007

(000 \$)

---

### Budget de dépenses

---

**Programme 2 - Mesures d'aide à la famille****Élément 2 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde**

Transfert

160 000,0

**Total du portefeuille**

---

160 000,0

---

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2006, de prestations imputables à l'exercice financier 2006-2007.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Crédits de transfert

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
<b>Programme 1 - Planification, recherche et administration</b>		
Autres crédits de transfert	2 696,5	2 946,5
<b>Programme 2 - Mesures d'aide à la famille</b>		
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	32 754,5	23 954,5
Allocation familiale	5 900,0	-
Allocation pour enfant handicapé	2 200,0	-
Organismes communautaires - famille	13 782,9	13 782,9
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	42 542,2	39 900,0
Service de la dette des centres de la petite enfance	19 829,2	16 032,1
Subvention annuelle des garderies	251 704,7	218 200,0
Subventions de développement et d'investissements	2 790,6	2 000,0
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	1 175 966,9	1 111 813,6
Autres crédits de transfert	3 616,4	3 816,4
Total du programme 2	1 551 087,4	1 429 499,5
<b>Programme 3 - Condition des aînés</b>		
Organismes communautaires - aînés	1 450,0	1 450,0
Autres crédits de transfert	41,2	41,2
Total du programme 3	1 491,2	1 491,2
<b>Programme 4 - Condition féminine</b>		
Programme « À égalité pour décider »	1 000,0	1 000,0
Autres crédits de transfert	40,0	40,0
Total du programme 4	1 040,0	1 040,0
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 556 315,1</b>	<b>1 434 977,2</b>

## Ventilation par bénéficiaires

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Entreprises	251 704,7	218 200,0
Entreprises et organismes d'État	32 754,5	23 954,5
Organismes à but non lucratif	1 221 213,7	1 152 922,7
Personnes	50 642,2	39 900,0
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 556 315,1</b>	<b>1 434 977,2</b>

# Famille, Aînés et Condition féminine

---

## Crédits de transfert (suite)

---

### Ventilation par catégories de dépenses

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Capital	13 219,3	10 961,5
Intérêt	9 400,5	7 070,6
Support	1 533 695,3	1 416 945,1
<b>Total du portefeuille</b>	<b>1 556 315,1</b>	<b>1 434 977,2</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG2 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG3 – CONDITION FÉMININE

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de service au citoyen) :

- tirage;
- coût;
- agence de conception;
- graphisme;
- rédacteur;
- imprimeur;
- distribution.

- *Ensemble sur la voie de l'égalité – Beijing +10* :  
Coût assumé par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- *Plan d'action gouvernement 2004-2009 en matière de violence conjugale* :  
Coût assumé par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- *À égalité pour décider – Guide d'information, formulaire d'inscription et signet* :  
Coût assumé par le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG4 – CONDITION FÉMININE

#### Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Voir document ci-joint.

**QUESTION 4**

**LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2004**

LIEU	DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	SECTEUR/DI RECTION	BILAN
Ontario (Ottawa)	14 au 16 avril 2004	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux	2 767 \$	Michèle Audette, sous-ministre associée, et Madeleine Savoie, conseillère aux affaires intergouvernementales	Secrétariat à la condition féminine	Un groupe de travail concernant la situation des femmes autochtones a été créé par les ministres responsables de la Condition féminine en septembre 2003, à Edmonton. Lors de la rencontre d'avril, les hauts fonctionnaires ont pris connaissance des travaux de documentation réalisés par les différents gouvernements et décidé des étapes à venir pour préparer les recommandations de stratégies d'action à présenter aux ministres, lors de leur rencontre de l'automne 2004.
États-Unis (New York)	10 au 12 mai 2004	Participation du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la Troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones; présentation de M <sup>me</sup> Michèle Audette à l'événement parallèle portant sur « Les femmes autochtones en tant qu'agents de changements »	Représentants et représentantes de la délégation canadienne; ONG nationales de femmes autochtones	3 958 \$	Michèle Audette, sous-ministre associée, et Sophie Niquette, conseillère en relations internationales	Secrétariat à la condition féminine	Expérience enrichissante qui a permis de prendre le pouls des discussions qui ont cours en cette matière au niveau international.  Occasion privilégiée de mesurer l'intervention du Québec au moment où il s'apprête à adopter une nouvelle politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.
Ontario (Ottawa)	3 et 4 juin 2004	Dans le cadre du Forum FPT des ministres responsables de la Condition féminine, rencontre du sous-groupe de travail sur les femmes autochtones pour élaborer les recommandations qui seront soumises aux ministres à l'occasion de leur rencontre de septembre 2004 à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	Représentants des autres provinces et du gouvernement fédéral	971 \$	Madeleine Savoie, conseillère aux affaires intergouvernementales	Secrétariat à la condition féminine	Le Québec a déposé la proposition de recommandations, tirées de ses plans d'action, qu'il avait concertée avec ses partenaires du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) et du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).  Cette proposition a servi de base à l'élaboration des recommandations présentées aux ministres à l'automne 2004.

LIEU	DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	SECTEUR/DI RECTION	BILAN
Ontario (Ottawa)	10 au 13 juin 2004	Conférence « Les femmes dans quelques parlements de tradition britannique : une comparaison » présentée par le Centre de recherche sur Femmes et politique de l'Université d'Ottawa	Représentantes du Centre de recherche, Université d'Ottawa	750 \$	Sophie Niquette, conseillère en relations internationales	Secrétariat à la condition féminine	Examen des facteurs qui influencent la représentation descriptive et substantive des femmes élues aux parlements de l'Australie, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la Nouvelle-Zélande et des assemblées régionales de l'Écosse, du Nunavut, du Pays de Galles ainsi que de l'Inde.
Terre-Neuve-et-Labrador (St. John's)	28 septembre au 6 octobre 2004	23 <sup>e</sup> Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine et projet d'accord-cadre de coopération entre Québec et Terre-Neuve-et-Labrador	Ministres fédérale, provinciaux et territoriaux; sous-ministre adjointe, responsable du Bureau de la Condition féminine de Terre-Neuve-et-Labrador; représentantes de groupes et associations de femmes francophones	5 195 \$	Michèle Audette, sous-ministre associée, et Madeleine Savoie, conseillère aux affaires intergouvernementales	Secrétariat à la condition féminine	<p>Approbation par les ministres des stratégies d'action recommandées pour améliorer la situation des femmes autochtones. Pour 2005 : décision d'étudier la faisabilité d'un projet d'interpellation des premiers ministres, concernant la situation des femmes autochtones.</p> <p>Échanges sur les principaux enjeux en émergence dans les différents gouvernements : préoccupation grandissante concernant la violence envers les femmes. Pour 2005 : décision d'étudier un projet de rencontre conjointe des ministres responsables de la Condition féminine et des ministres de la Justice, sur les dossiers d'intérêt commun.</p> <p>Échanges de collaborations avec le Bureau de la Condition féminine et les représentantes de groupes de femmes francophones de Terre-Neuve-et-Labrador.</p>
Ontario (Ottawa)	7 décembre 2004	Rencontre de travail avec le gouvernement fédéral en vue de préparer la participation de la délégation canadienne à la réunion préparatoire de la commission économique des Nations unies pour l'Europe (Genève - 14 et 15 décembre 2004)		974 \$	Sophie Niquette, conseillère en relations internationales	Secrétariat à la condition féminine	Positionnement du Québec concernant sa participation à la réunion préparatoire de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, dans le cadre de la délégation canadienne. Entente sur les modalités de collaboration.

LIEU	DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	SECTEUR/DI RECTION	BILAN
Suisse (Genève)	11 au 17 décembre 2004	Participation, en tant que membre de la délégation canadienne, à la réunion préparatoire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (dont le Canada est membre) en vue de la Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, dite Beijing +10, qui se tiendra à New York du 28 février au 11 mars 2005		2 221 \$	Sophie Niquette, conseillère en relations internationales	Secrétariat à la condition féminine	<p>Mise en valeur des réalisations québécoises dans l'exposé des réalisations canadiennes pour mettre en œuvre la Plate-forme d'action de Beijing.</p> <p>Prise en compte de la position du Québec dans l'énoncé de la position commune de la région Europe-Amérique du nord.</p>
Ontario (Ottawa)	28 et 29 janvier 2005	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux	1 579 \$	Michèle Audette, sous-ministre associée, et Madeleine Savoie, conseillère aux affaires intergouvernementales	Secrétariat à la condition féminine	<p>Mise en valeur des actions novatrices en cours au gouvernement du Québec, notamment le nouveau <i>Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale</i> et la consultation publique sur l'avis <i>Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes</i> visant l'élaboration de la nouvelle politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.</p> <p>Mandat des groupes de travail pour donner suite aux décisions des ministres de septembre 2004 à St. John's.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer un projet de rencontre mixte des ministres Justice et Condition féminine.</li> <li>- Projet d'interpellation des premiers ministres et des élus autochtones en novembre 2005 concernant la situation des femmes autochtones.</li> </ul>

LIEU	DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	SECTEUR/DIRECTION	BILAN
États-Unis (New York)	25 février au 4 mars 2005	Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, dite « Beijing +10 »; rencontre d'experts le 26 février 2005 (préparer le déjeuner de concertation francophone)	Rencontres bilatérales avec : Ministre déléguée à la Parité et à l'Égalité professionnelle (France); Ministry of Children and Family Affairs (Norvège); Secrétaire d'État Integration Democracy, Gender equality and Sports (Suède);  Déjeuner de la concertation francophone;  Événement parallèle organisé par l'Unesco, le Mali et le Québec : « Interventions pour contrer la violence faite aux femmes »	6 713 \$	Michèle Audette, sous-ministre associée, et Madeleine Savoie, conseillère aux affaires intergouvernementales	Secrétariat à la condition féminine	En compagnie de la ministre québécoise responsable de la Condition féminine, M <sup>me</sup> Carole Thériault, mise en valeur de l'expertise du Québec en matière de poursuite de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans les domaines de la lutte à la violence, de l'établissement de partenariats pour rejoindre les femmes autochtones et de ses efforts pour favoriser une meilleure conciliation travail-famille.  L'expertise québécoise a été partagée lors de la déclaration de la ministre auprès des pays de la Francophonie, lors de l'événement parallèle que le Québec avait organisé et auquel assistèrent une centaine de participants et participantes dont plusieurs ministres de gouvernements étrangers. De plus, des documents du gouvernement du Québec ont été largement distribués auprès des délégations étrangères.  Trois rencontres bilatérales organisées avec les délégations de la France, de la Suède et de la Norvège ont permis de recueillir des renseignements sur les expériences en cours dans ces pays en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Des bases de collaboration éventuelles ont été établies et pourront être développées au cours de l'année à venir.
<b>TOTAL</b>				<b>25 128 \$</b>			

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG5 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chacun des ministères ou des organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question 4.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG6 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est sous la responsabilité du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG7 – CONDITION FÉMININE

**Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :**

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006;
- firmes de publicité;
- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense.

Les coûts des placements publicitaires en lien avec la condition féminine ont été assumés par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration répondra à cette question.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG8 – CONDITION FÉMININE

**Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :**

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Aucun sondage ou groupe de discussion n'a été effectué durant l'exercice financier 2004-2005.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG9 – CONDITION FÉMININE

**Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :**

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

Aucune étude n'a été commandée durant l'exercice financier 2004-2005.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG10 – CONDITION FÉMININE

**Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 en indiquant :**

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

#### **Folia Design inc.**

- Main-d'oeuvre et équipement pour l'entretien des plantes  
Coût : 2 937,36 \$ (du 2004-04-01 au 2006-03-31) – 1 468,68 \$ (2004-2005)

#### **Claire Laberge**

- Traduction de textes présentés par deux organismes dans le cadre du programme À égalité pour décider  
Coût : 285,00 \$

#### **Marriott Courtyard Québec**

- Location d'une salle dans le cadre d'une rencontre d'information du réseau gouvernemental des responsables de la condition féminine concernant la commission parlementaire portant sur l'avis du Conseil du statut de la femme  
Coût : 210,00 \$

#### **Montmartre canadien**

- Location d'une salle dans le cadre d'une réunion du réseau gouvernemental des responsables de la condition féminine  
Coût : 200,00 \$
- Location d'une salle pour une conférence téléphonique fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la Condition féminine  
Coût : 50,00 \$
- Location d'une salle pour une réunion du réseau gouvernemental des responsables de la condition féminine  
Coût : 320,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG11 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG12 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - i) au Québec
  - ii) à l'extérieur du Québec.

Cette question n'est pas applicable au Secrétariat à la condition féminine. Elle sera répondue par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG13 – CONDITION FÉMININE

**Pour la direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :**

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - au Québec;
  - à l'extérieur du Québec.

Photocopie :	6 589 \$
Téléphonie cellulaire :	5 562 \$
Téléavertisseurs :	-----
Mobilier de bureau :	-----
Distributeurs d'eau de source :	332 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas :	48 407\$*
Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec;	9 428 \$
- à l'extérieur du Québec.	750 \$
- Total	<u>10 178 \$</u>

\* Frais du personnel du Secrétariat à la condition féminine, des membres du Comité conseil du programme *À égalité pour décider* et frais de messagerie.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG14 – CONDITION FÉMININE

Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 :

- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Catégorie d'emploi	MOINS DE 35 ANS																							
	MASCULIN											FÉMININ												
	Hand.		Angl.		Autoch.		Comm. cult.		Total			Hand.		Angl.		Autoch.		Comm. cult.		Total				
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
Hors-cadre																	1	5%					1	5%
Cadre																								
Professionnelle																					1	5%	1	5%
Fonctionnaire																								
Grand Total																							2	10%

Catégorie d'emploi	PLUS DE 35 ANS																								
	MASCULIN											FÉMININ													
	Hand.		Angl.		Autoch.		Comm. cult.		Total			Hand.		Angl.		Autoch.		Comm. cult.		Total					
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
Hors-cadre																									
Cadre																					1	5%	1	5%	
Professionnelle																					12	57%	12*	57%	
Fonctionnaire	1	5%									1	5%									5	23%	6	28%	
Grand Total																								19	90%

\* Incluant une professionnelle en congé sans solde.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG15 – CONDITION FÉMININE

À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

La Direction des ressources humaines répondra à cette question pour l'ensemble du ministère.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG16 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 :

- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- nombre de postes par catégories d'emploi et par territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG17 – CONDITION FÉMININE

**Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :**

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

Loyer 2004-2005	Entité principale	Superficie locative M <sup>2</sup>	Taux au M <sup>2</sup>	Loyer annuel
QUÉBEC 905, avenue Honoré-Mercier, 3 <sup>e</sup> étage Québec (Québec) G1R 5M6	Secrétariat à la condition féminine	Bureau 723,43 Entrepôt 84,32	151,93 \$ 84,32 \$	114 427,20 \$

Aucun coût d'aménagement pour l'année 2004-2005.

Le bail se terminera le 30 juin 2006.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG18 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG19 – CONDITION FÉMININE

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

Tous les espaces que le Secrétariat à la condition féminine occupe sont loués via la Société immobilière du Québec.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG20 – CONDITION FÉMININE

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.

Ne s'applique pas.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG 21 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- le nombre total d'employés;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée ;
- s'il y a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

L'information est sous la responsabilité du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG22 – CONDITION FÉMININE

**La liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du :**

**i. ministre**

**ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)	2 500 \$
Au cœur des familles agricoles	5 000 \$
Centre de prévention des agressions de Montréal	1 000 \$
Centre de ressources et d'interventions en santé et sexualité	500 \$
Centre femmes aux plurielles	2 000 \$
Comité organisateur des Jeux – Montréal 2006	1 000 \$
Conseil provincial des femmes du Québec	500 \$
Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées	5 000 \$
La Maison Parent-Roback	10 000 \$
Le Bouclier d'Athéna, services familiaux	1 000 \$
Le Centre Marie-Ève	2 000 \$
Le Concours québécois en entrepreneurship	3 000 \$
Maison d'aide et d'hébergement L'AID'ELLE inc.	1 000 \$
Maison du Point-tournant	500 \$
Marraine tendresse de l'Estrie	500 \$
Mouvement pour une démocratie nouvelle	2 000 \$
Résidence Le Portail	1 500 \$
Service d'information en contraception et sexualité de Québec	500 \$
Syndicat des agricultrices de la Beauce	300 \$
<b>TOTAL</b>	<b>* 39 800 \$</b>
* Dépenses du 1 <sup>er</sup> avril 2004 au 18 février 2005 à partir du volet condition féminine du budget discrétionnaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	
<b>CT – PROGRAMMATION 2004-2005 (CT 20135)</b>	<b>40 000 \$</b>
<b>DÉPENSES</b>	<b>* 39 800 \$</b>
<b>SOLDE</b>	<b>200 \$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG23 – CONDITION FÉMININE

La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG24 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- la prévision 2005-2006 et 2006-2007.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG25 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG26 CONDITION FÉMININE

### Titre

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG27 – CONDITION FÉMININE

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas de personnel hors structure.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG28 – CONDITION FÉMININE

**Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :**

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Il n'y a aucune personne rémunérée par le Secrétariat à la condition féminine affectée à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG29 – CONDITION FÉMININE

**Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :**

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Il n'y a aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres affectée au Secrétariat à la condition féminine.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG30 – CONDITION FÉMININE

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès à l'information et ne peuvent être rendues publiques.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG31 – CONDITION FÉMININE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

MODÈLE	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
<u>Micro-ordinateurs</u>				
2 micro-ordinateurs de table Pentium IV 1.7GHz Prosys (2003)		2 880 \$		
9 micro-ordinateurs de table Pentium IV 1.7GHz Prosys (2003)		14 625 \$		
12 micro-ordinateurs de table Pentium IV 1.7GHz Prosys (2002)	20 160 \$			
1 micro-ordinateur de table Pentium III Ciara (2000)	---			
1 serveur Dell Computer	---			
1 serveur Compaq (2002)	11 146 \$			
1 ordinateur portable DELL Latitude D600			2 541 \$	
1 ordinateur portable Compaq (approx. 1995)	---			
1 ordinateur portable Toshiba Tecra 900 (2002)	4 788 \$			
1 projecteur multi-média LT Série Projector 155 (2002)	4 995 \$			
<u>Imprimantes</u>				
1 imprimante couleur Lexmark Optra 1275 (1998)	---			
2 imprimantes laser Lexmark 1650 (1997)	---			
3 imprimantes Lexmark Optra EP (2001)	---			
2 imprimantes HP Laser Jet (approx. 1990)	---			
1 imprimante HP Laser Jet 4600dn			3 190 \$	
2 imprimantes réseau HP Laser Jet 4300dtn (2003)		8 060 \$		
2 imprimantes locales HP Laser Jet 2200d (2003)		2 497 \$		
<u>Autres</u>				
1 scanner HP Scan Jet (1999)	---			
1 graveur CDROM LG (2002)	200 \$			
24 - 1YR RNW SAV ENT ED 9.0 – 25-9VLIC Symantec NU 708903)				936 \$
1 SAV ENT ED 9.0 MNT 1 YR 25-99U VLIC Symantec NU 708752)				70 \$
1 Antivirus Enterprise Cromedition 9.0 MPK Symantec NUD 62288				27 \$
<b>Somme dépensée</b>	<b>41 289 \$</b>	<b>28 062 \$</b>	<b>5 731 \$</b>	<b>1 033 \$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG32 – CONDITION FÉMININE

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- services Internet d'information;
- livres
- journaux
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

#### Journaux

Journal de Québec	226,21 \$
Le Soleil	205,98 \$
La Presse	235,56 \$
Le Devoir	217,33 \$
Innuvelle	55,00 \$

#### Périodiques

Au bas de l'échelle... pas pour toujours !	10,00 \$
L'emploi et le revenu en perspectives (StatCan)	63,00 \$
L'observateur économique canadien (StatCan)	243,00 \$
Tendances sociales canadiennes (StatCan)	24,00 \$
Rapport sur la santé (StatCan)	63,00 \$
Recueil de politique de gestion	175,70 \$
Une véritable amie	35,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG33 – CONDITION FÉMININE

**Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :**

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Nom de la firme qui a conçu le site :	Communication Design Nurun
Coûts de construction du site :	22 903,75 \$ (2002)
Coût de l'entretien et de la mise à jour :	-----
Responsable du contenu sur le site :	Suzanne Demers
Fréquence moyenne de mise à jour :	2 à 3 semaines
Nombre de visiteurs (hits) par mois :	3838
Combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Ne s'applique pas

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG34 – CONDITION FÉMININE

Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :

- téléphonie;
- matériel informatique;
- logiciels;
- programmation;
- formation.

- Téléphonie : 10 438 \$ (communications informatiques)
- Matériel informatique : -----
- Logiciels : la réponse se trouve à la question 31 des renseignements généraux.
- Programmation : -----
- Formation : 148 \$ (Excel 2000 intermédiaire)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG35 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG36 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun des ces contrats.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG37 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 8.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG38 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 9.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG39 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG40 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG41 – CONDITION FÉMININE

**Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.**

Le Secrétariat à la condition féminine n'a effectué aucune dépense relative à la sécurité.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG42 – CONDITION FÉMININE

**Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures pour chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.**

Ne s'applique pas.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG43 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG44 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question n° 10.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG45 – CONDITION FÉMININE

Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Ne s'applique pas.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG46 – CONDITION FÉMININE

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Ne s'applique pas.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG47 – CONDITION FÉMININE

### Titre

La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG48 –CONDITION FÉMININE

### Titre

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG49 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :

- nombre de refus;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG50 – CONDITION FÉMININE

### Titre

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts;
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question est incluse à la question n° 21.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG51 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG52 – CONDITION FÉMININE

**Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RG53 – CONDITION FÉMININE

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG54 – CONDITION FÉMININE

### Titre

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

### Fiche : RG55 – CONDITION FÉMININE

La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005.

Café Suprême	78 \$
Centre de production A.N. inc. (Nourcy)	78 \$
Courtyard Marriott	1 260 \$
Montmartre canadien	189 \$
SpringHill Suites (Rest. Avocado)	1 065 \$
Traiteur Lionel Riverin	649 \$
	—
<b>TOTAL :</b>	<b>3 319 \$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG56 – CONDITION FÉMININE

### Titre

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.